«Un coup d'avance?»: des mobilisations anticolonialistes face au Covid-19



Onze ans après la grève générale de 2009, la crise du Covid-19 donne l'occasion aux syndicats de pointer à nouveau du doigt la responsabilité de l'État en formulant une critique anticolonialiste et anticapitaliste qui n'est pas sans faire échos aux inquiétudes de la population. Pierre Odin revient sur les différences manifestes de traitement entre l'hexagone et les Outre-mer ainsi que sur la volonté stratégique des syndicats de construire un contre-pouvoir durable et les conditions politiques d'une réappropriation collective des enjeux.

« *Ay chyé, quant à la classe politique de Guadeloupe, AY CHYE MENM* ![1]», c'est en substance la teneur du message adressé par le communiqué du collectif *Liyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP)[2], le 17 mars 2020, à propos de la réaction des autorités nationales et locales qui font face à la pandémie planétaire du coronavirus. Les responsables des principales organisations de travailleurs de la Guadeloupe ne décolèrent pas : les autorités étaient au courant de la gravité de la situation, il s'agit d'une « manipulation de masse », dont les responsables sont un « gouvernement assassin » et une « classe politique criminelle »[3]. Vus de l'hexagone, l'empressement et la virulence avec lesquels le LKP a critiqué la gestion colonialiste de la pandémie auraient pu passer pour une exagération alarmiste. Avec seulement quelques jours de recul, et au vu des multiples revirements de la politique gouvernementale, il semble au contraire qu'on puisse y voir une anticipation lucide de la catastrophe qui pourrait advenir si aucune mesure d'ampleur n'est prise pour endiguer le Covid-19 en Guadeloupe.

Douter de l'État, redouter l'épidémie

À bien y regarder, ce ne sont pas tant les effets de l'épidémie que le degré d'impréparation face à celle-ci qui a saisi d'effroi un très grand nombre de Français de l'hexagone, pour qui il paraissait strictement inenvisageable que le gouvernement et l'État puissent atteindre un tel niveau de débandade. S'il en va différemment dans les territoires des Outre-mer, c'est probablement parce que l'histoire coloniale pèse lourdement dans les inquiétudes qui habitent la population de l'archipel et joue un rôle déterminant dans la perception collective du cours des événements. Dans un entretien récemment accordé à la fondation Frantz Fanon, le secrétaire général de la centrale UGTG (Union générale des travailleurs de la Guadeloupe)[4] Eli Domota résumait d'ailleurs sans détour le désintérêt de la métropole pour ses territoires ultramarins : « *Quand c'est le château qui brûle, on se fiche de l'écurie* [5]».

Or, il y a fort à parier que nombre de Guadeloupéens demeurent circonspects vis-à-vis de la capacité de l'État ou des élus locaux à régler un problème de cette ampleur, quand bien même ils ne partagent pas le point de vue du leader du LKP sur l'indépendance. Qu'attendre, en matière de santé publique, de la part d'un État qui laisse depuis plus de deux ans le CHU exsangue[6]? D'un État qui s'est muré dans un silence assourdissant au sujet du scandale de l'empoisonnement des sols au chlordécone[7]? De collectivités locales démissionnaires face à des sujets aussi essentiels que l'accès à l'eau potable[8]? Toutes ces défaillances de l'État et des élus, la population de Guadeloupe les redoute, car elle ne les connaît que trop bien.

«Au-delà du droit»: la meilleure défense, c'est l'attaque

À l'opposé des difficultés que connaissent les syndicats hexagonaux à afficher leurs prétentions politiques et à se saisir des médiations à leur portée[9] les syndicats de travailleurs guadeloupéens affichent clairement leur vocation hégémonique et leur volonté stratégique de construire, parmi la population, un contre-pouvoir durable sur des bases anticapitalistes et anticolonialistes. Ce faisant, ils ont conservé l'habitude d'envisager leur intervention comme allant au-devant du droit, voire « au-delà » de celui-ci. C'est tout le sens du coup de poker politique du syndicat UGTG et de son avocat Patrice Tacita : porter plainte auprès du tribunal administratif contre l'État et la région au sujet des infrastructures hospitalières et des traitements disponibles.

Le 28 mars dernier, coup de théâtre : le tribunal administratif ordonne à l'Agence régionale de santé (ARS) et au CHU de commander des tests de dépistage et des doses d'hydroxychloroquine en nombre suffisant pour couvrir les besoins de la population. Le tribunal administratif fait droit aux conclusions de l'UGTG et argumente en ce sens : « [...] Le nombre de lits de réanimation particulièrement limité en Guadeloupe par rapport à sa population, l'insularité qui restreint considérablement les possibilités d'évacuations sanitaires de

masse en cas de surcharge des établissements de soins locaux […] caractérisent en elles-mêmes des carences du système de santé local, constitutives d'atteintes graves et manifestement illégales au respect de la vie[10] Une décision qui enfonce un peu plus le clou sur lequel tapent les indépendantistes : la différence manifeste de traitement entre l'hexagone et les Outre-mer qui suscite la défiance des populations.

La crise Outre-Mer ou la France vue du Sud global

Les territoires ultramarins constituent, du fait de leur statut « périphérique »[11], des exemples de microcosmes dépendants où les contradictions sociales sont immédiatement exacerbées lorsque l'économie ou l'État dysfonctionnent[12]. En outre, du fait des connexions avec les autres territoires qui composent les aires géographiques et socioculturelles auxquelles ils appartiennent, il s'avère que l'action de l'État y est aussi perçue par les populations comme un marqueur de la façon dont les pays Nord global réagissent *par rapport* aux « autres pays », notamment ceux du Sud. Ce n'est pas un hasard si Eli Domota en appelle aux solutions explorées par les pays émergents afin de parer au plus pressé « *notamment la Chine, qu'il faut écouter, qu'il faut arrêter de prendre de haut* »[13]. Ce faisant, le leader du LKP pointe le contraste saisissant entre la façon dont de nombreux pays dits « en voie de développement » ont abordé l'épidémie et la réaction européenne et états-unienne au covid-19. Il n'est pas seulement question de discipline policière et de la façon dont l'État contraint la population au confinement – ce que l'UGTG dénonce –, mais bien d'un niveau d'accès à la protection sanitaire et aux soins mués par un certain degré de volontarisme qui ferait défaut à la France. Au-delà du sentiment d'abandon par les pouvoirs publics ou des injonctions apparemment contradictoires formulées par le gouvernement, c'est bien l'impression que l'État français n'a plus l'ambition de se doter d'un système de santé performant accessible à tous et de tirer pleinement profit du progrès technique et scientifique qui s'est répandue parmi la population[14].

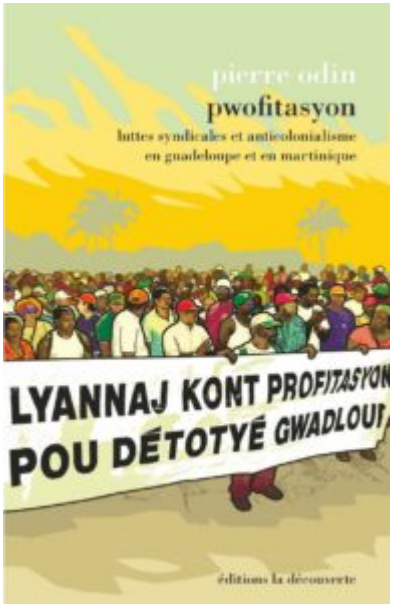
L'implication populaire comme boussole

De fait, quand les populations hexagonales découvrent que le système de santé peut laisser de côté des pans entiers de la population là où la régulation politique et sanitaire était tenue pour acquise – et ce, quand bien même ce système était en fait laminé par des décennies d'austérité –, l'UGTG pense l'amélioration du système à partir d'une réappropriation collective en conscience des progrès qui demeurent à accomplir. C'est la raison pour laquelle les indépendantistes en appellent à la responsabilité collective et aux solidarités populaires contre l'infantilisation et le tout répressif, prônent la réappropriation critique des savoirs à l'arbitraire du pouvoir (non pas contre la médecine, mais contre ce à quoi elle peut servir d'alibi) et invitent à repenser la gestion des ressources, la production et à la consommation à partir du local[15]. À l'opposé du nationalisme étroit et exclusif que lui prêtent ses détracteurs, l'exemple qu'offre l'UGTG guadeloupéenne est celui d'une organisation qui n'a pas désisté de sa vocation universelle au milieu de la catastrophe planétaire.

Parce qu'ils portent avec eux la mémoire de l'anti-imperialisme, le LKP et l'UGTG critiquent d'ailleurs la logique « déshumanisante » (*démounaj*) habillement dissimulée derrière les logiques de l'aide, logiques qui se révèlent souvent beaucoup plus sélectives et proches du capital que ne le laissent supposer les idéaux républicains ou les principes de continuité du service public. Déjà, des voix s'élèvent pour accompagner ce mouvement : en Guyane, où les organisations indépendantistes[16] appellent la population à l'auto-organisation pour réclamer des moyens et demander davantage de transparence dans la gestion de la crise, ou à Mayotte où les associations se démènent pour faire respecter les mesures auprès de populations délaissées par l'État[17].

À l'heure où la France prend la mesure de la solitude et de l'improvisation du gouvernement à la faveur des

premières annonces de déconfinement, il y a probablement des enseignements à tirer de la détermination des syndicalistes et des militant.es anticolonialistes, au-delà des spécificités de la situation guadeloupéenne. Lorsque le temps sera venu pour les organisations politiques et syndicales hexagonales de se mobiliser pour demander des comptes et pour parer à la restauration autoritaire de l'ordre économique qui transparaît déjà dans les ordonnances gouvernementales, il faudra se souvenir de ce geste de résistance et du projet ambitieux de transformation sociale qu'il appelle.



--

Pwofitasyon : luttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique (La Découverte, 2019).

Notes de bas de page :

[1] « Ils ont merdé ! Quant à la classe politique de Guadeloupe, ils ont complètement merdé ! ».

[2] Pour « Unité contre l'exploitation », le LKP est un collectif regroupant, depuis la grève générale de 2009, les principales organisations anticolonialistes et anticapitalistes de Guadeloupe.

[3] Le texte du LKP dont sont issus ces propos est reproduit sur le blog de Jean-Pierre Anselme hébergé par Mediapart : https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-anselme/blog/220320/coronovirus-en-guadeloupe-assassins-criminels

[4] L'« Union générale des travailleurs de la Guadeloupe » est une organisation syndicale indépendantiste née en 1975 et le premier syndicat de l'île en termes de militant.es et de suffrages aux élections professionnelles.

[5] L'entretien est disponible à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=A4eMRgYTU1I

[6] Car les inquiétudes liées à la pandémie redoublent d'ores et déjà celles liées à la reconstruction tardive du CHU de Pointe-à-Pitre, gravement endommagé par un incendie qui a impacté la qualité des soins et les conditions de travail du personnel depuis novembre 2017. Les syndicats, qui réclamaient depuis des années des travaux pour un bâtiment particulièrement vétuste, se sont progressivement dressé contre la politique d'austérité budgétaire poursuivie par les autorités de santé, ARS en tête. – « CHU de Pointe-à-Pitre : "Il y a une différence de traitement entre les territoires hexagonaux et l'outre-mer" », Interview de l'auteur par Léa Mormin-Chauvac, *Libération*, 15 août 2019.

[7] Voir l'interview du chercheur Malcolm Ferdinand, spécialiste des questions environnementales et de l'écologie décoloniale, en accès libre sur la chaine YouTube de Mediapart : https://www.youtube.com/watch?v=HNMemxTqyj4

[8]La pénurie récurrente d'eau potable est la stricte conséquence de la vétusté du réseau : on estime entre 60 et 80% la déperdition : « Guadeloupe : le scandale des coupures d'eau », *France 2*, 1 nov. 2018.

[9] Pour des raisons diverses qui tiennent autant aux histoires respectives des syndicats qu'aux transformations des mondes économiques, le syndicalisme hexagonal connaît de grandes difficultés à penser les médiations politiques, c'est-à-dire à sortir du registre de la négociation professionnelle et à proposer un projet global de transformation sociale. A ce sujet, on lira avec intérêt la contribution de Karel Yon, chercheur en sociologie au CNRS et spécialiste du syndicalisme : « Les grèves et la contestation syndicale sont de plus en plus politiques », *RP dimanche*, 9 avril 2020.

[10] Laurence Theatin, « Coronavirus : le tribunal administratif estime fondée la requête de l'UGTG », *Guadeloupe la 1ère*, 28 mars 2020.

[11] On peut ici penser à ce que disait Immanuel Wallerstein au sujet des mobilisations guadeloupéennes de 2009 : Immanuel Wallerstein, Guadeloupe : Obscure Key to World Crisis, Fernand Braudel Center, Binghamton University, mars 2009. Immanuel Wallerstein, « Guadeloupe : Obscure Key to World Crisi », *iwallerstein.com*, Commentaires n°252, 1 mars 2009.

[12] De nombreux exemples récents viennent rappeler la fragilité des conditions de vie des populations et pointer la responsabilité de l'État : qu'il s'agisse des mobilisations guyanaises en 2017, des gilets jaunes à la Réunion en 2019 ou des blocages survenus à Mayotte en 2018.

[13] Cette façon de se tourner vers les pays du Sud n'est d'ailleurs pas l'apanage des contestataires guadeloupéens les plus radicaux. À la Réunion également, les autorités locales se sont hâtées de mettre en place des procédures sanitaires qui s'inspirent de l'expérience asiatique et qui prennent le contre-pied de l'ARS en matière de prévention de la pandémie – un élu de la ville de Saint-André expliquant par exemple avoir fait procéder à la désinfection des rues : « Coronavirus : Saint-André, première commune à désinfecter ses rues », linfo.re, 30 mars 2020.

[14] Il suffit, pour s'en convaincre, de se pencher sur la façon dont plusieurs pays, notamment asiatiques, observent avec sidération le manque de matériel, de soignants, l'absence de respect des consignes de l'OMS dans le monde « occidental » : « Un Français résidant au Vietnam : "La France, ce pays en voie d'enveloppement" », *L'Obs*, 2 avril 2020.

[15] Au sujet de l'ambition de l'UGTG de porter un syndicalisme « intégral » au sein de la société guadeloupéenne, se rapporter à Pierre Odin, « Les logiques syndicales de la ''marche vers l'indépendance'': l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe », Mouvements 2017/3 (n°91), p. 150 à 159.

[16] Parmi lesquelles l'Union des travailleurs de Guyane, le Mouvement décolonial d'émancipation sociale, ou l'association Trop Vyolan : Laurent Marot, « L'UTG, Trop Violans, le MDES et le Komite Drapo attaquent l'État au tribunal administratif sur la crise du coronavirus », *Guyane la 1ère*, A avril 2020.

[17] Voir l'article que Julien Sartre a consacré à la situation mahoraise : « Mayotte confrontée "à la faim" et à la pénurie d'eau », *Mediapart*, 21 avril 2020.

Pour citer cet article :

Pierre Odin, «"Un coup d'avance?"» : des mobilisations anticolonialistes face au Covid-19 », *Silomag*, n°10, avril 2020. URL: https://silogora.org/un-coup-davance-des-mobilisations-anticolonialistes-face-au-covid-19/